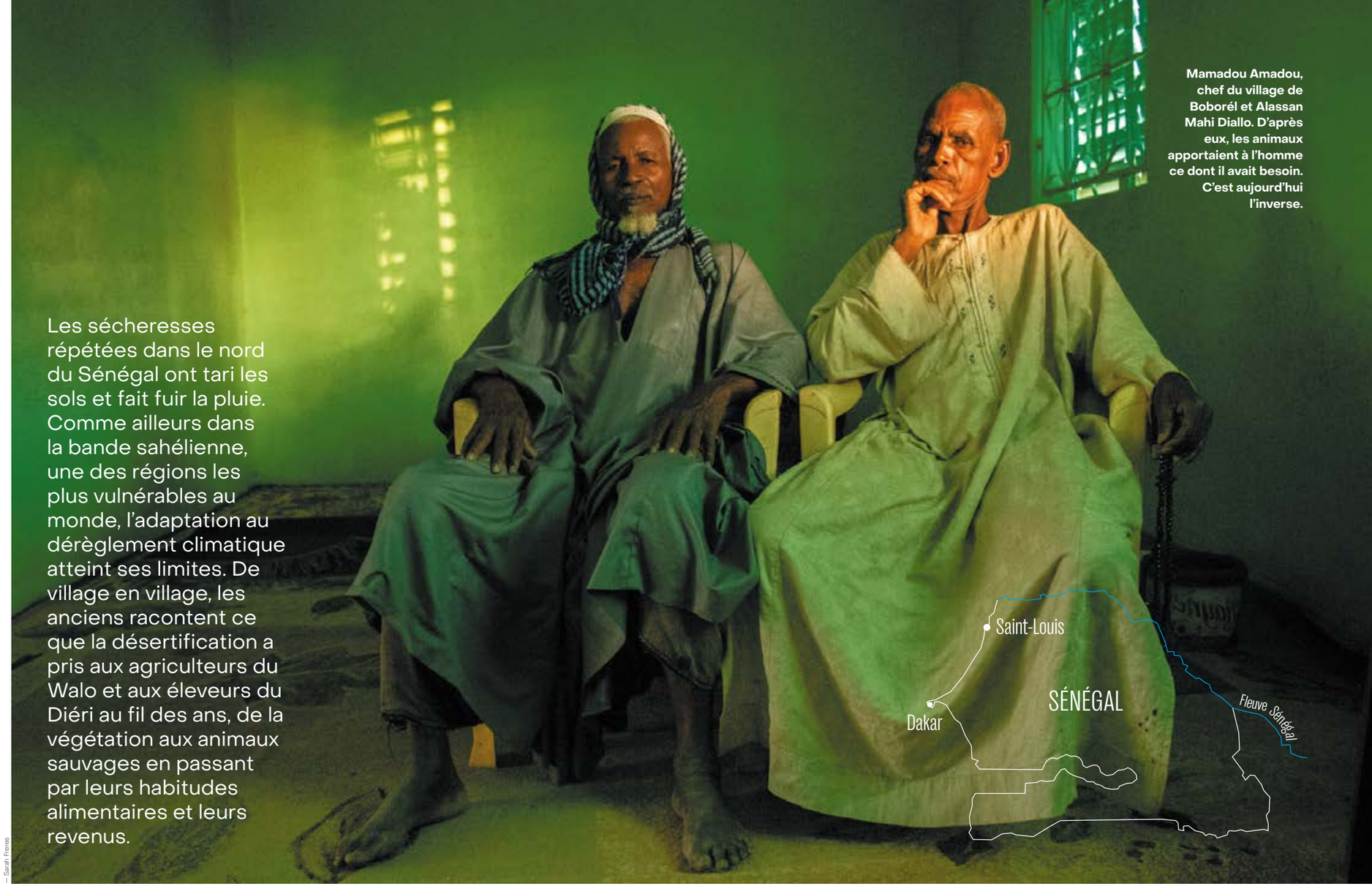
Zones fertiles

[ *P.méton.* Abondantes en récoltes ]

Les préjudices de l'Anthropocène {4/6}

# Une lente catastrophe débrousse le Sahel




Mamadou Amadou, chef du village de Boborél et Alassan Mahi Diallo. D'après eux, les animaux apportaient à l'homme ce dont il avait besoin. C'est aujourd'hui l'inverse.

Les sécheresses répétées dans le nord du Sénégal ont tari les sols et fait fuir la pluie. Comme ailleurs dans la bande sahélienne, une des régions les plus vulnérables au monde, l'adaptation au dérèglement climatique atteint ses limites. De village en village, les anciens racontent ce que la désertification a pris aux agriculteurs du Walo et aux éleveurs du Diéri au fil des ans, de la végétation aux animaux sauvages en passant par leurs habitudes alimentaires et leurs revenus.

– Sarah Frères

« *Regardez avec vos yeux. Regardez autour de vous. Vous voyez bien qu'il n'y a plus rien.* » Samba Thiam, chef du village de Wourothierno Mamadou, scrute le paysage à travers le trou d'un mur en banco. Une terre couleur ocre, lacérée de craquelures, vierge d'herbe. Des arbres éparpillés, leurs branches nues. Dans la fournaise de la région du Fouta, « *la brousse* », dit-on, « *est devenue désertique* ». « *Avant, on avait tout. Maintenant, tout est gâté*, observe-t-il. *On entend parler de reboisement depuis longtemps. On n'a jamais rien vu venir. L'Etat ne nous aide pas. Pourtant, cette zone pourrait être le grenier du Sénégal et rendre le pays auto-suffisant ! On ne sentirait alors plus les effets de cette guerre en Ukraine sur le prix des denrées alimentaires.* »
Les quelques âmes de ce village peul se pressent autour de Samba Thiam, alors qu'il expose ses trois priorités. Une école et un centre de soin local. « *Les plus proches sont à vingt kilomètres.* » Et l'eau. Nichée 200 mètres sous terre, elle est hors de portée sans forage.
Au sud-ouest du Sahel, deux zones composent cette région de la vallée du fleuve Sénégal. D'une part, le Walo, son sol argileux, ses terres inondables et cultivables grâce aux crues annuelles de la rivière. D'autre part, le Diéri, sec et sablonneux, dépendant de l'hivernage (la saison des pluies) et dédié à l'élevage. La Grande muraille verte, reliant les 7 800 km entre Dakar et Djibouti, devrait passer par là. Lancé en 2007 par l'Union africaine, ce projet faramineux prévu pour restaurer les terres dévorées par la désertification peine toutefois à se concrétiser : selon les Nations Unies, en quinze ans, seuls quatre millions d'hectares sur les cent millions envisagés ont été couverts. Parmi les facteurs expliquant cet échec (manque de financement, conflits, coordination complexe entre les différents acteurs, nécessité d'impliquer les populations locales, instabilités politiques, etc.), deux sont déterminants : une pluviométrie en chute et une pression anthropique (hommes et animaux) trop importante. « *Tant qu'il y avait la pluie dans le Fouta, nous avions la plus belle vie du monde. Des centaines de charrettes amenaient le mil, l'horizon était bouché par les arbres, les gens et les animaux ne dérangeaient pas la nature. On vivait en harmonie avec elle*, se souvient Mamadou Amadou, chef de Boborél. *La sécheresse diminue tout. La beauté du teint, la santé mentale, la qualité du sommeil, la reproduction des animaux, la quantité de lait. Nos activités déclinent, on s'ennuie davantage, on se tracasse plus. Avant, nous avions beaucoup d'amour pour nos animaux. On dormait même avec eux. On pratiquait l'élevage sans se soucier de l'argent. Maintenant, on ne pense qu'aux frais, si ça rapportera assez, si on pourra payer un mariage, si ce sera suffisant pour nourrir la famille et les bœufs.* »
Selon la mémoire des anciens, tout a commencé en 1972. « *C'était la première mauvaise année* », répercute-t-on dans divers villages. Le scénario s'est répété en 1973, avant une accalmie jusqu'en 1985. La sécheresse ne s'est plus arrêtée depuis et s'étire désormais sur six mois, au lieu d'un trimestre. Cette année encore, elle a récidivé plus tôt que prévu avec 47 degrés à la mi-mai. « *La semaine dernière, des oiseaux tombaient du ciel, morts de chaud* », témoigne Abdou Guissé, un habitant de Doumga Lao.
Quant à la saison des pluies, elle recule. « *Elle dure trois mois, de la mi-juin à la mi-septembre. Du moins, c'est ce qu'indiquent les manuels scolaires et nous ne pouvons pas dévier du programme. Mais les élèves posent des questions. Ils voient bien que la réalité ne colle pas avec ce qu'ils apprennent… Aujourd'hui, on compte les jours de pluie. Je* ›

— Sarah Frères

**Deux éleveurs amènent leur bétail vers le puits de Tourguénoul, village presque centenaire, fondé en 1927.**

— Sarah Frères

**Dix mille têtes s'y pressent chaque jour pour boire avant d'être emmenées dans la brousse désertique.**

— Sarah Frères

**Les animaux ont mangé les jeunes pousses d'arbres, les clôtures, et dévoré l'unique source de revenus : le potager où poussaient des salades, des tomates, des oignons, des betteraves et des carottes.**

*« La sécheresse diminue tout. La beauté du teint, la santé mentale, la qualité du sommeil, la reproduction des animaux, la quantité de lait »*

**Mamadou Amadou, chef de Boborél**

› *dirais qu'en quinze ou vingt ans, la saison a diminué de moitié. En conséquence, le fleuve a reculé et des nappes d'eau ont disparu* », relate Daouda Thiam, professeur en science de la vie et de la Terre à Mboumba.

Rassemblés sous l'arbre à palabres, les yeux rougis par les bourrasques de sable, les sages de Tourguénoul décrivent la lente dégradation de la terre, dont dépendent leur travail, leur habitat, leur assiette, leur avenir. « *L'herbe est devenue rare, elle ne vient plus jusque dans les cases* », dit celui-ci. « *Les marigots sont fermés, le vent a déplacé le sable et les a recouverts. Les seuls points d'eau sont des forages autour desquels des tensions peuvent éclater* », décrit celui-là. « *Les Laobés* [des artisans peuls spécialisés dans le travail du bois] *fabriquaient le mortier pour piler le mil. Mais ce bois devient rare et les Laobés n'en fabriquent presque plus* », ajoute un autre. « *Quand la nature était en bonne santé, les bœufs l'étaient aussi. Ce n'est plus le cas. On a des vaches mais on doit acheter du lait en poudre...* », surenchérit un éleveur. Dans ce village du Diéri, cinq cents arbres ont été plantés. Presque aucun n'a tenu. Ils pointent du menton les dix mille têtes amenées quotidiennement autour d'un puits, à proximité d'un château d'eau inachevé. Les animaux ont dévoré les jeunes pousses, avant de s'attaquer aux clôtures du potager des femmes construit quelques mois auparavant, puis aux légumes cultivés.

Face à l'amenuisement du potentiel biologique et économique des terres et la rareté des pâturages, les éleveurs se tournent vers des solutions palliatives. Soit une forme d'élevage dite « moderne » : l'engraissement des taureaux pendant plusieurs mois. « *Ça peut rapporter gros ! Mais l'investissement de départ est important. Pour se le permettre, il faut que quelqu'un de la diaspora envoie de l'argent pour créer un capital* », indique Mamadou Siré Ba, chef du village d'Abdallah. Soit la vente occasionnelle, à un prix dérisoire sur le marché local, d'un membre du troupeau. « *Le prix de vente permet d'acheter de la nourriture de subsistance pour les autres. C'est de plus en plus nécessaire...* », justifie un habitant de Tourguénoul. A une centaine de mètres, un cri transperce des volutes de sable. Un zébu tente de désarçonner un éleveur pour échapper à cette sélection. « *C'est celui qu'on sacrifie pour la majorité...* »

A Thioubalel, dans le Walo, on expose aussi les rouages d'un lent désastre. Les sécheresses répétitives privent la région de précipitations, empêchant les arbres de pomper l'eau du sol grâce à leurs racines et de la relâcher dans l'air par leurs feuilles. En conséquence, aucune eau

**Face à la disparition de l'herbe, les éleveurs achètent de la nourriture de subsistance pour leur bétail, coûteuse. Pour la financer, ils sélectionnent, de temps en temps, un membre du troupeau pour le vendre à petit prix au marché.**

— Sarah Frères

ne s'évapore pour former des nuages... amenant la pluie. « *Les arbres jouent un rôle crucial dans le désert. Ils nous préservent des bains de soleil, attirent la pluie, nous nourrissent. Les djemis, des arbres fruitiers, et les kouellis, utilisés pour les structures des maisons, se raréfient. Entre ici et Abdallah, il n'y a plus qu'un seul kouelli*, déplore le chef du village. *La végétation permet aussi aux animaux sauvages de vivre, de s'abriter, de se cacher pour chasser. Quand je dis aux jeunes qu'avant, il y avait des lions, des panthères, des éléphants, ils ne me croient pas ! Ils sont tous partis.* »

A ses côtés, le patriarche de la famille Ouatte acquiesce. Comme la famille Beye, celle-ci s'est reconvertie pour survivre, passant de l'élevage à l'agriculture : les pertes au sein des troupeaux du Diéri étaient trop importantes. Mais l'activité agricole est désormais, elle aussi, compromise. « *S'il n'y a pas de pluie, il n'y a pas de crue. Sans elle, on ne peut pas utiliser le Walo* », résume-t-on à Thioubalel. Mil, sorgho, niébé, souna... Peu à peu, les cultures traditionnelles s'évanouissent. L'irrigation d'un bras du fleuve a permis de les remplacer, partiellement, par la culture rizicole. Plus onéreuse et énergivore, elle semble rapporter davantage... mais oblige les agriculteurs à s'endetter. « *Ces cultures demandent de l'argent, du matériel, des produits phytosanitaires, de l'engrais, des semences certifiées. Peu peuvent se le permettre*, interpelle-t-il. *Faute d'aménagements des terres par l'Etat, les 24 000 hectares de la vallée – dont 1 000 ici – ne rapportent rien. Résultat : cette zone, qui pourrait être la plus riche du pays, est la plus pauvre. Malheureusement, je crois que nous devons changer de mentalité et nous lancer dans la production de riz. Nous n'avons pas le choix. Sans cela, nous allons droit dans le mur.* » Dans les foyers, ce changement de régime alimentaire n'est guère apprécié : millénaires, les céréales traditionnelles sont plus riches en vitamines, en fibres et en protéines.

Avec 35 % de terres arables et 60 % de terres irrigables non-cultivées, le Sénégal importe 70 % de ses denrées alimentaires. L'agriculture est pourtant l'une des activités économiques principales : 60 % de la population active travaille à la production de cultures vivrières, majoritairement de petites exploitations pratiquant une agriculture pluviale de subsistance. Selon le Fonds international de développement agricole (FIDA), une agence spécialisée des Nations unies, la faiblesse des rendements est notamment due à une pluviométrie insuffisante, la dégradation des sols, l'insuffisance d'infrastructures, le manque de services d'appui techniques et un régime de droits de propriété foncière inadéquat. Ce qui frappe avant tout les milieux ruraux, où vit 40 % de la population et où le taux de pauvreté culmine à 57,3 %.

Dans la région du Fouta, un cercle vicieux s'est enclenché. « *La dégradation des sols touche les populations et les écosystèmes de toute la planète et est à la fois affectée par le changement climatique et contribue à celui-ci* », résume un récent rapport du Giec. « *Tout ne peut pas être mis sur le dos du réchauffement climatique*, nuance Daouda Thiam. *La désertification a des causes naturelles, comme les sécheresses, mais aussi humaines. Dans la région, le déboisement pour prendre du bois de chauffe est* ›

*« Quand la nature était en bonne santé, les bœufs l'étaient aussi. Ce n'est plus le cas. On a des vaches mais on doit acheter du lait en poudre... »*

**Un éleveur du village de Tourguénoul**

*« Une catastrophe ne se définit pas par sa grandeur mais par son impact. L'ampleur de celui-ci dépend de la capacité de résilience de celui qui la vit. Vu ses impacts, la désertification est une catastrophe ! »*

**Kossivi Adessou, spécialiste en gestion des catastrophes**

— Sarah Freres

**La désertification, c'est-à-dire la dégradation des sols arides, de leur faune et leur flore, est le fait du dérèglement climatique mais aussi de la déforestation et de certaines pratiques agricoles. Ici, dans le Walo, les terres inondables bordent le fleuve Sénégal, frontière naturelle avec la Mauritanie.**

› *énorme, les habitants ont aussi détruit la brousse. Les conséquences pour la région sont désastreuses : l'exode rural vers Saint-Louis et Dakar est important, la pauvreté est galopante et les pertes pour les agriculteurs et les éleveurs sont massives.* » Un témoignage qu'appuient divers chefs de village, mentionnant par ailleurs une transformation de la mobilité pastorale : pour trouver la pluie et l'herbe, il faut désormais partir plus longtemps et aller plus loin. « *La transhumance s'est accentuée* », confirment les anciens peuls de Tourguénoul. Certains vont jusqu'à Tambacounda, à 350 kilomètres, ou dans les pays limitrophes. D'autres larguent le métier, dans un douloureux mélange de gré et de force, pour se tourner vers le commerce ou le transport. « *Bien sûr, il y aura encore des départs*, prévient Mamadou Siré Ba. *Tellement de gens se sont déjà dirigés vers les grandes villes pour trouver du travail.* » L'exode rural-urbain comme réponse face à l'épuisement progressif des ressources vitales est loin d'être une exception régionale : il marque l'entièreté du Sahel, fortement touché par la désertification. « *Les populations sahéliennes sont les plus vulnérables face au changement climatique mais aussi les plus résilientes. Les deux vont de pair… Mais ont leurs limites. A ce titre, la question de l'urbanisation, déjà exponentielle, sera capitale : nous sommes sur un continent qui va basculer du rural à l'urbain* », anticipe Hind Aissaoui Bennani, spécialiste régionale Migration, Environnement et Changement Climatique pour le bureau de l'OIM de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Outre les nombreuses pertes subies, la mobilité humaine est l'une des caractéristiques de ces catastrophes silencieuses, qui bénéficient d'une moindre attention que leurs cousines extrêmes (typhons, cyclones, inondations…). Un angle mort tenant à leur nature moins spectaculaire, élément-clé pour attirer l'attention médiatique et politique. Pourtant, d'après une analyse de terrain sur les pertes et préjudices liés au dérèglement climatique au Sénégal, les lentes dégradations environnementales provoquent davantage de dommages, économiques et immatériels, que les événements extrêmes. « *Lorsqu'on parle d'une catastrophe, seul son aspect soudain est pris en compte. Or, une catastrophe ne se définit pas par sa grandeur mais par son impact. L'ampleur de celui-ci dépend de la capacité de résilience de celui qui la vit. Vu ses impacts, la désertification, c'est-à-dire la stérilité des sols, est une catastrophe !*, recadre Kossivi Adessou, coordinateur régional du Réseau mondial des organisations de la société civile pour la prévention des catastrophes (GNDR). *Ces changements climatiques lents sont importants pour deux raisons essentielles. La première, c'est qu'on ne connaît pas leur étendue. La seconde, c'est qu'ils s'étirent sur de longues périodes. Ils sont désormais inévitables et créent des pertes et des dommages que des mesures d'adaptation ne peuvent régler. Ou seulement de manière limitée : si l'on ne peut plus les arrêter, on peut encore réduire leur vitesse et leur ampleur. Et ça, c'est une question de respect des droits humains.* » **— Sarah Freres**

— Sarah Freres

Encouragée par l'érosion des côtes et la montée des eaux, la mer grignote des quartiers de la ville de Saint-Louis, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco, et sa périphérie située sur la Langue de Barbarie. Des centaines de familles sont d'ores et déjà déracinées, relocalisées. D'autres le seront encore, malgré de fortes réticences. A l'instar de l'ensemble des côtes d'Afrique de l'Ouest, cette bande de sable densément peuplée pourrait être engloutie d'ici la fin du siècle.

# A Saint-Louis, la mer ensevelit le patrimoine immatériel

**Il y a dix ans, le village de Doun Baba Dièye, dont Ahmed Senn Diagne était le chef, a disparu. Derrière lui, on distingue un arbre immergé. C'était l'arbre à palabres du village.**

Impassibles, des cormorans toisent les pirogues, perchés sur la cime d'un arbre immergé dans l'estuaire du fleuve Sénégal. Les courants n'ont pas encore délogé ses racines, solides bases de cet acacia large de quinze mètres de diamètre. Autrefois, l'arbre à palabres du village de Doun Baba Dièye était, comme ses semblables à travers le pays, « *une salle de conférence, de justice, de mariage, de baptême. C'est un symbole, un patrimoine. C'est l'endroit où se discutent toutes les affaires locales* », décrit Ahmed Senn Diagne, son chef déchu par la force de la mer.

Doun Baba Dièye n'est plus. Quelques vestiges témoignent de son existence : un puits d'eau douce grignoté par le sel, deux murs d'une école de neuf classes et une maison sans toit. En 2007, des tranchées ont été creusées sur la plage pour empêcher la houle de percuter les habitations. La mer n'en a eu cure. Elle s'est infiltrée à travers la vallée face au village, a englouti ses dunes de huit mètres, ses cocotiers et les cimetières, lieux à haute valeur symbolique et spirituelle. Une par une, les familles ont dû déménager dans les environs. A Dièl Mbame, Mbambara et Bounton Ndour. Cinq ans plus tard, après s'être assuré du départ de ses 875 concitoyens, Ahmed Senn Diagne est parti. « *Comme le capitaine d'un bateau, j'ai attendu.* » C'était le 17 novembre 2012. Dix ans plus tard, il espère encore restaurer ce village. « *Ce que j'avais ici est introuvable ailleurs. L'air que je respire, le climat et le travail local… Je ne parviens pas à m'adapter là où je suis aujourd'hui* », expire-t-il.

Dans l'estuaire, d'autres communes sont en sursis. « *Avant, c'était très joli. Nous avions tout. Maintenant, on ne peut plus rien cultiver, on ne gagne plus rien* », regrette Lamine, un habitant de Tassinière, commune étouffée par la salinisation des sols. Déménager, dit-il, n'est pas une option. « *Ici, construire une maison prend au moins 25 ou 30 ans. C'est un travail de longue haleine qu'on n'abandonne pas comme ça…* ». A Pilote Barre, les marées équinoxes ont arraché une partie des maisons dont les restes jonchent ›

— Sarah Freres

**A Pilote Barre, la houle a fracassé les habitations. L'ancienne embouchure du fleuve Sénégal se tenait à quelques centaines de mètres de la plage. Elle s'est fermée, laissant place à une lagune et une tranquilité de façade.**

› encore le sol. La majorité des habitants a fui en urgence avant de réinvestir les lieux quelques mois plus tard. Tous plantent aujourd'hui des Filao, des arbres de la famille des pins, pour se protéger. « *Nous étions tous prêts à partir mais finalement, on a pu rester. Tant de choses qui étaient là depuis notre enfance ont disparu. Aujourd'hui, il y a plus d'eau que de terre ici. La mer est trop forte, pleine de sables mouvants qui se déplacent. Elle peut tout détruire en un jour. Récemment, ça s'est stabilisé, les vagues ne viennent plus jusqu'ici. Mais avec le changement climatique, on ne sait pas pour combien de temps* », témoigne Souleimane, un sinistré.

Depuis une décennie, plusieurs villages de la périphérie de Saint-Louis, ancien comptoir colonial français frontalier de la Mauritanie, essuient les affres de l'érosion des côtes et de l'avancée de la mer. Situés sur la Langue de Barbarie, un fin cordon de sable long d'une trentaine de kilomètres, les habitats côtiers sont tous menacés. « *La vitesse de l'élévation du niveau des océans est ultra rapide. Plus les glaciers fondent, plus l'eau monte, plus les vagues se formant en haute mer gagnent en force*, illustre Boubou Aldiouma Sy, géomorphologue de l'Université Gaston Berger. *Les côtes composées de sable – une roche sédimentaire meuble et poreuse – sont les plus sensibles à l'érosion. Sur les côtes sénégalo-mauritaniennes, le recul du trait de côte est ainsi, en moyenne, d'un mètre par an. Au Togo et au Bénin, il est de minimum cinq ou six mètres. Sachant que ce phénomène ne peut être stoppé et qu'il est exponentiel, il est difficile de croire que la Langue de Barbarie existera encore d'ici 2080 ou 2100. L'énergie des houles est gigantesque et ne laisse aucune chance aux maisons : imaginez une force d'une tonne au centimètre carré exercée contre un mur…* »

Si le dérèglement climatique d'origine anthropique ronge l'ensemble des côtes ouest-africaines, il n'est pas l'unique responsable de la disparition annoncée de la Langue de Barbarie. Pour comprendre, il faut remonter le temps jusqu'en 2003. A l'époque, des inondations font déborder le fleuve Sénégal qui submerge alors Saint-Louis, célèbre pour son patrimoine immatériel inscrit à l'Unesco. Face au saccage, les autorités se précipitent pour organiser la décrue : un canal d'écoulement profond d'un mètre cinquante est creusé dans le sable. Sur le court terme, cette solution hâtive soulage instantanément la ville. Mais dès le lendemain, les courants dilatent « la brèche », qui passe de quatre à… quatre-vingts mètres de large en quelques jours. « *Aujourd'hui, sa largeur s'est stabilisée à plus d'une dizaine de kilomètres. Mais la Langue de Barbarie ne joue plus son rôle de rempart de protection et est sujette aux aléas maritimes* », analyse le professeur.

Sur le long terme, les conséquences sont désastreuses et irréversibles. La brèche a déséquilibré l'écosystème dont dépend l'emploi local, en précipitant la salinisation des sols et ses corollaires : pertes de terres agricoles, dégénérescence du rendement maraîcher, appauvrissement des nappes phréatiques, diminution de la biodiversité. Vu son élargissement spectaculaire, elle est devenue l'embouchure principale du fleuve Sénégal : l'ancienne, aux portes de Pilote Barre, s'est refermée. Elle a aussi décuplé l'amplitude des marées et modifié la route des pêcheurs saint-louisiens. Plus étendue et létale, au moins cinq cents personnes y ont perdu la vie depuis 2003.

Enfin, la brèche a accéléré la fonte de la partie nord de la ville, sise sur la Langue de Barbarie. Ses stigmates les plus visibles défigurent en particulier Guet Ndar, un des quartiers les plus densément peuplés au monde et régulièrement frappé par des houles exceptionnelles depuis 2010. Face à la mer, les murs de la première rangée d'habitations ont été rafistolés avec des nattes, des pneus, des pagnes, des filets de pêche, des morceaux de pirogues, des mousses, des gilets de sauvetage. Sur la plage, les quais de débarquement ont été engloutis : le littoral a perdu 800 mètres en dix ans. Au milieu de gravats, deux longs tableaux noirs révèlent le passé d'une école. « *Là où nous sommes, il y avait des maisons. Habiter ici est désormais risqué, la vie est devenue provisoire* », indique Rhadoja Fatoubodja, une revendeuse de poissons. « *Guet Ndar a changé. Nos ancêtres nous ont raconté comment, de leur temps, la mer avançait déjà. Ça ne s'est jamais arrêté*, complète Mamadou Lamine Dièye, tout en démêlant son filet de pêche. *Une délégation de la commune a proposé de déloger ma famille mais nous avons refusé. Les promesses ne sont pas claires. Je préfère rester ici, malgré les menaces de la mer. Mais tôt ou tard, elle viendra nous chercher.* »

En quelques années, plusieurs centaines de familles du quartier n'ont eu d'autre choix que de plier bagage. Délocalisées dans le camp de Khar Yalla, certaines y sont encore. « *En 2016, l'océan a frappé notre maison et nous sommes partis vivre sous des bâches sur un terrain de football, trempé en permanence à cause de la saison des pluies*, témoigne Khady Geuye, une couturière. *Un jour, la mairie nous a amenés ici, sans nous demander notre avis. Quelques mois plus tard, ses responsables sont revenus pour nous donner de l'huile, du riz et 100 000 francs CFA. Et depuis, plus rien.* » Les conditions de vie à Khar Yalla (« Attendre dieu » en wolof), dit-elle, sont « *difficiles* ». Un euphémisme. Il n'y a qu'un seul robinet pour soixante-huit logements (certains abritant plusieurs familles), un seul professeur à l'école coranique pour une cinquantaine d'enfants, pas d'accès à l'eau potable, pas d'électricité, pas de marché local, pas de dispensaire, pas d'emploi pour les jeunes. Avec le temps, la famille de Khady Geuye a aménagé son logement : rehausser le mur d'enceinte pour empêcher les intrusions d'agresseurs, installer quelques panneaux solaires, construire des chambres supplémentaires… « *Si la mairie a besoin de cette maison un jour pour d'autres personnes, elle peut la reprendre du jour au lendemain, peu importe les investissements que nous y avons faits* », s'inquiète-t-elle.

Avec le temps, Khar Yalla s'est peu à peu vidé, au profit d'un autre camp sur le site de Diougob, dans la commune de Ganson. Provisoire, il est en passe de devenir permanent, en vertu du « projet de relèvement d'urgence et de résilience à Saint-Louis », fruit d'un accord de financement entre l'Etat sénégalais et la Banque mondiale. Coût de départ : 35 milliards de dollars,

> *« Il est difficile de croire que la Langue de Barbarie existera encore d'ici 2080 ou 2100. L'énergie des houles est gigantesque et ne laisse aucune chance aux maisons : imaginez une force d'une tonne au centimètre carré exercée contre un mur… »*
>
> **Boubou Aldiouma Sy, géomorphologue de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.**

auxquels se sont ajoutés 50 autres milliards. S'étalant sur cinq ans (2018-2023), il vise à relocaliser les familles des quartiers de Guet Ndar, Goxu Mbacc et Ndar Toute pour « *sécuriser les populations installées en front de mer et réduire les dégâts causés par l'avancée de la mer en attendant qu'une solution pérenne soit trouvée* », lit-on dans le « Guide du déplacé » de l'Agence de Développement Municipal. Ladite sécurisation se fait en deux étapes. D'une part, la construction d'une digue de protection de 2 175 mètres, érigée par Eiffage et financée – sous forme de prêt – à hauteur de 16 millions d'euros par l'Agence française de Développement. D'autre part, la libération d'une bande de 20 mètres sur 3,5 kilomètres nécessitant le relogement d'environ dix mille personnes.

A Diougob, les sinistrés vivent encore dans des logements temporaires en attendant la construction de leurs futures maisons, en compensation des dommages subis. L'enthousiasme transpire, malgré la lenteur des travaux prolongés en raison de la crise sanitaire. « *Je me souviendrai toujours du jour où la mer nous a chassés. C'est un jour douloureux, inoubliable*, ressasse Michelle, dans la boutique ›

— Sarah Freres

**Des pirogues reposent sur une portion de la digue de protection, à quelques mètres à peine des habitations saint-louisiennes.**

*« Si les gens sont récalcitrants à partir, ce n'est pas qu'à cause de la perte des ressources économiques. La valeur sentimentale et la relation affective avec cet endroit sont inestimables »*

**Thierno Diop, président du Conseil de quartier de Guet Ndar.**

— Sarah Freres

**Guet Ndar abrite la plus forte densité de population de l'Afrique. 30 000 âmes s'entassent dans les quelques rues formant ce rectangle de 700 mètres de long sur 300 mètres de large. Soit 142 000 personnes au kilomètre carré.**

› du camp. *Pendant longtemps, j'ai voulu retourner à Saint-Louis. Mais il n'y a plus d'avenir là-bas. Nous aurons toujours la nostalgie de Guet Ndar, où nous avons vécu toute notre enfance. C'est irremplaçable. Mais désormais, nous ne sommes plus des déplacés. Nous sommes des villageois de Ganson, où nous aimerions construire une mosquée, un marché, un centre de soins… »*

Dans les zones concernées, le réaménagement de la Langue de Barbarie suscite des réticences et nourrit de faux espoirs. *« Beaucoup pensent que la digue les protégera, que ce n'est plus la peine de déménager. Mais jusqu'à quand ? Les mesures de protection ne peuvent se faire dans une course de vitesse. Il aurait fallu des installations pour comprendre le comportement des paramètres hydrodynamiques. C'est à partir d'observations scientifiques que des mesures, adaptées et durables, doivent être pensées*, prévient Boubou Aldiouma Sy. *La première stratégie de protection des populations, c'est de leur dire la vérité. Et la vérité, c'est qu'une molécule d'eau a plus de force qu'une tonne de basalte. L'eau fait un travail de sape permanent. Au bout de quelques années, le basalte de la digue sera complètement défiguré par les masses liquides. »*

Ce que ne nie d'ailleurs pas Eiffage, admettant que l'ouvrage ne tiendra pas plus de dix ans. *« La digue n'a pas été pensée pour être définitive, c'est de la protection d'urgence »*, concède le coordinateur des travaux, croisé sur place, alors que l'installation s'achève. *« Il est évident qu'il faut déplacer les gens. Tout le monde le sait. De là à être prêt à l'accepter… Les déplacements induisent des impacts psychologiques que l'argent ne pourra jamais compenser*, avance Zahir Fall, coordinateur du mouvement citoyen et bénévole Wallu Ndar (« Sauver Saint-Louis »). *Rien de concret n'est fait pour assurer l'avenir de la Langue de manière durable et certains resteront jusqu'à la fin. »*

Face aux pertes d'habitations, de terrains, de logis, de revenus et d'équipements collectifs, le déracinement est devenu inévitable. *« Les pêcheurs devront partir mais si ça ne tenait qu'à eux, ils resteraient. Ils savent qu'en s'éloignant, c'est l'héritage de leur profession qui part en fumée. Ils devront faire autre chose, priveront leurs enfants et petits-enfants de faire perdurer le métier »*, répète Thierno Diop, président du Conseil de quartier de Guet Ndar. Il raconte ce quartier où l'on choisit *« les études ou la mer et pour 90 % d'entre nous, la seconde option l'emporte »*, insiste sur l'importance de la relation psychosociale entre les pêcheurs et leur lieu de travail. *« Les compensations proposées par la Banque mondiale, qu'elles soient pécuniaires ou en nature, régleront le problème de l'entassement et de la promiscuité sur la Langue, qui ne peut plus supporter une telle démographie. Mais ça s'arrête là*, assure-t-il. *On dit que la santé n'a pas de prix. Même si nous vivons les uns sur les autres, que nous devons organiser des tours de sommeil parce que les maisons sont trop petites pour que tout le monde y dorme en même temps, nous sommes en bonne santé ici. Est-ce que c'est grâce à la brise marine ? Je ne sais pas. Mais le moral, le mental est bon. Si les gens sont récalcitrants, ce n'est pas qu'à cause de la perte des ressources économiques. La valeur sentimentale et la relation affective avec cet endroit sont inestimables. »* **— Sarah Freres**

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme de la Fédération Wallonie-Bruxelles

> Un hors-série spécial, un an après les inondations
> la chronique d'un sinistre climatique et social
> 88 pages, notre récit au long cours et en images

**Disponible en libraire ou sur commande à la rédaction :**
info@imagine-magazine.com, 04 380 13 37
ou via www.kiosque.imagine-magazine.com
(10 euros + frais de port 2,58 euros).

**Pub Kliemo**